RAPPORT 2014 SUR LA LIBERTÉ DE RELIGION DANS LE MONDE MALI

Résumé analytique

La Constitution interdit la discrimination religieuse et déclare que toute personne a droit à la liberté de religion dans le respect de la loi. Les violations de la liberté de religion sont considérées comme des crimes par la loi. Le gouvernement a mené des enquêtes et procédé à des arrestations dans plusieurs affaires où des membres de minorités religieuses avaient été menacés ou agressés.

Des groupes terroristes ont prôné la violence et attaqué des civils et des forces de maintien de la paix. Malgré l'insuffisance des ressources, le gouvernement a poursuivi ses efforts pour enquêter sur les exactions commises par ces groupes dans les zones qu'ils contrôlaient en 2012.

Les chefs religieux de confessions musulmanes et non musulmanes ont condamné fréquemment et de concert les interprétations extrémistes de la loi islamique.

L'ambassadeur des États-Unis et des représentants de l'ambassade ont transmis publiquement des messages en faveur de la tolérance religieuse, pendant des discours et d'autres événements ainsi que des rencontres interconfessionnelles organisées par l'ambassade, et ils ont soutenu des programmes de formation sur les moyens de contrer la rhétorique extrémiste violente. L'ambassade a également discuté de la liberté de religion avec des chefs religieux, des organisations de défense des droits de l'homme et des responsables gouvernementaux tout au long de l'année.

Section I. Démographie religieuse

Selon les estimations du gouvernement des États-Unis, la population totale du Mali s'élève à 16,5 millions d'habitants (estimations de juillet 2014). Les musulmans constituent environ 95 % de la population. Presque tous les musulmans sont des sunnites et la plupart d'entre eux sont d'obédience soufiste. Les groupes qui, ensemble, constituent moins de 5 % de la population incluent les chrétiens, parmi lesquels environ les deux tiers sont catholiques et un tiers protestants, des groupes pratiquant des croyances religieuses autochtones et ceux qui n'adhèrent à aucune religion. Les groupes qui pratiquent des religions autochtones sont dispersés dans l'ensemble du pays, mais particulièrement actifs dans les zones rurales. De nombreux musulmans et chrétiens suivent également certains préceptes des croyances autochtones. Il y a moins d'un millier de personnes à Bamako et un

MALI

nombre inconnu en dehors de la capitale qui sont associées au groupe musulman Dawa al Tabligh.

Section II. Situation du respect de la liberté de religion par le gouvernement

Cadre juridique

La Constitution définit le pays comme un État laïque et elle garantit la liberté de religion dans le respect de la loi.

En vertu du code pénal, tout acte de discrimination basé sur la religion ou tout acte qui entrave l'exercice de la liberté de religion ou du culte est punissable d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à cinq ans ou d'une interdiction de séjour pouvant durer jusqu'à dix ans.

Le code pénal précise également que toute persécution d'un groupe de personnes pour des motifs d'ordre religieux constitue un crime contre l'humanité. En conséquence, de tels crimes sont imprescriptibles et ils peuvent être jugés par la Cour pénale internationale.

La loi définit le mariage comme un acte laïque et ne reconnaît pas le mariage religieux. Ce sont les coutumes religieuses du défunt qui déterminent les droits de succession.

Il n'est pas fait mention de l'appartenance religieuse sur les passeports ni les documents nationaux d'identité.

La loi exige l'enregistrement de toutes les associations publiques, y compris les groupes religieux, à l'exception des groupes pratiquant des croyances religieuses autochtones ; cet enregistrement ne confère pas d'avantages fiscaux ou autres, et le fait de ne pas s'enregistrer n'est pas pénalisé. Afin de se faire enregistrer, les candidats doivent soumettre les documents suivants : deux exemplaires d'une déclaration d'intention de créer une association, deux copies certifiées conformes des statuts de l'association, deux exemplaires des politiques et des règlements, deux copies certifiées conformes du procès-verbal de la première réunion de l'assemblée générale de l'association et deux listes des noms des dirigeants de l'association accompagnées de spécimens de la signature de trois des dirigeants. Après examen, le ministère de l'Administration territoriale octroie le certificat d'enregistrement.

MALI

Il n'y a pas de restrictions à l'obtention de visas fondées sur la croyance religieuse. Des missionnaires étrangers obtiennent régulièrement des visas et organisent des activités à travers tout le pays.

Les établissements scolaires publics ne dispensent pas d'instruction religieuse.

Pratiques gouvernementales

Les autorités ont continué d'enquêter sur les actes d'extrémistes violents, qui ont fait appliquer des interprétations rigoureuses de la charia par des exécutions, des amputations et des flagellations quand les djihadistes occupaient le nord en 2012. À compter de la fin de l'année, elles avaient arrêté plus de 200 personnes dans le cadre de ces enquêtes, mais aucune affaire susceptible de retenir l'attention du public n'avait fait l'objet de procès. Qui plus est, les conditions de sécurité dans le nord entravaient les enquêtes judiciaires.

En donnant pour motif l'insuffisance de preuves, le 15 août, le gouvernement a mis en liberté provisoire, dans l'attente d'un procès ou de la clôture du dossier, Houka Ag Alhousseini, un membre présumé d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Il était soupçonné d'avoir ordonné des flagellations et des amputations pendant l'occupation. À la fin de l'année, l'enquête à son sujet se poursuivait.

Le 28 septembre, trois hommes ont pénétré dans une église catholique de Banankabougou dans le district de Bamako et ont menacé des personnes qui assistaient à la messe. La police locale a arrêté l'un des suspects présumés qui, le 30 septembre, a été inculpé pour incitation à un crime de nature religieuse et mis en liberté provisoire. L'affaire devait faire l'objet d'un procès pénal en novembre, mais elle a été classée parce que le prévenu a été déclaré mentalement inapte à passer en jugement.

En mai, des jeunes auraient lancé des pierres sur des chrétiens à Niamakoro, dans le district de Bamako. Les autorités ont arrêté trois suspects et les ont inculpé pour menaces contre la liberté de religion et voies de fait. Le procureur a ordonné la mise en liberté provisoire des trois suspects en attendant leur procès pénal, qui a eu lieu en septembre. Le 10 novembre, ils ont tous les trois été jugés coupables des faits dont ils étaient accusés et condamnés à trois mois de liberté surveillée avec une peine de trois mois de prison en cas de violation des conditions de la mise en liberté surveillée.

MALI

Avant de prendre d'importantes décisions sur des questions nationales qui pourraient prêter à controverse, par exemple la création de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation, le gouvernement a consulté le Haut Conseil islamique du Mali, un organe qui représente tous les groupes islamiques importants, et le Comité des sages, qui comprend l'archevêque catholique de Bamako et des dignitaires protestants et musulmans.

Le ministre des Affaires religieuses et du Culte était responsable d'encourager la tolérance religieuse et de coordonner les activités religieuses nationales telles que les pèlerinages et les fêtes religieuses. Le ministre pouvait interdire les publications religieuses qu'il jugeait diffamatoires à l'encontre d'une autre religion, mais il n'a pris aucune mesure en ce sens pendant l'année.

Exactions commises par des rebelles, des forces étrangères ou des organisations terroristes

Les groupes terroristes comme Ansar al-Dine, AQMI, Al-Moulathamoun et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (ces deux derniers ont annoncé leur fusion pour former un nouveau groupe, Al-Mourabitoun) ont continué de prôner des idéologies extrémistes et d'exécuter des attaques ciblées contre des forces de maintien de la paix et des civils dans le nord du pays. Le 6 octobre, Iyad Ag Ghaly, le chef d'Ansar al-Dine et un terroriste figurant sur les listes des États-Unis et de l'ONU, a diffusé des messages publics encourageant la violence au nom de l'islam contre les forces armées internationales et ceux qui les soutiennent. Des membres d'Al-Mourabitoun ont souvent revendiqué la responsabilité d'attentats suicides commis dans le nord contre ceux qu'ils considéraient notamment des ennemis de l'islam, comme les forces armées internationales et les civils qui les appuient.

Section III. Situation du respect de la liberté de religion par la société

Les chefs religieux de confessions musulmanes et non musulmanes ont condamné fréquemment et de concert les interprétations extrémistes de l'islam. Par exemple, en août, avant la reprise des pourparlers de paix à Alger entre le gouvernement et les groupes rebelles, des dignitaires religieux comprenant des musulmans, des protestants et des catholiques ont condamné les interprétations extrémistes de la loi islamique, lancé un appel conjoint en faveur de la paix entre tous les Maliens et organisé des prières nationales pour la paix.

MALI

Des membres de groupes religieux différents ont fréquemment assisté aux cérémonies religieuses d'autres groupes religieux, en particulier à des baptêmes, des mariages et des funérailles.

Section IV. Politique du gouvernement des États-Unis

L'ambassadeur et des représentants de l'ambassade des États-Unis se sont entretenus de la liberté de religion avec un grand nombre de chefs religieux, d'organisations de défense des droits de l'homme et de responsables gouvernementaux. Les responsables de l'ambassade ont encouragé leurs interlocuteurs à défendre la tolérance et la paix entre les religions et les habitants du pays.

L'ambassade a financé un programme de trois jours de renforcement des capacités mené par l'Union des professeurs de médersas de Ségou à l'intention des professeurs d'éducation civique des médersas locales. Ce programme, qui a commencé le 9 septembre, a offert une formation sur le règlement pacifique des conflits à plus de 200 jeunes leaders venus de toutes les régions du pays. L'ambassade a également organisé des ateliers sur l'éducation civique pour les élèves et les enseignants des médersas dans les villes de Kayes, Sikasso et Ségou.

Le 28 juillet, l'ambassadeur américain a prononcé un message du ramadan dans lequel il a demandé aux chefs religieux de soutenir la réconciliation et la tolérance religieuse.

L'ambassade a organisé un iftar avec des chefs religieux et d'autres invités. Les participants ont parlé de la tolérance religieuse et de la liberté de religion ainsi que de leur rôle dans la réconciliation et la consolidation de la paix.

Pendant le ramadan, des employés de l'ambassade ont transmis le message du président Obama en faveur de la tolérance et de la liberté de religion tout en faisant, comme il est de coutume, des dons de riz et de sucre à quatre douzaines de mosquées et d'associations islamiques à travers le pays.

Le 19 février, l'ambassade a organisé un dialogue interreligieux mené par l'Association malienne pour la paix et le salut, qui a réuni des chefs religieux pour discuter des exactions commises par les groupes extrémistes quand ils occupaient les deux tiers du territoire national. Plusieurs chefs religieux influents qui ont

MALI

participé à l'événement ont diffusé à travers le pays les conclusions antiextrémistes de ces discussions par l'intermédiaire de différents médias.